



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



N°123 - Septembre 2012 - 2 Euros

Les masques sont tombés !

Groupe Socialiste Internationaliste
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Edito.

Les masques sont tombés !

Il n'aura pas fallu longtemps. Ceux qui s'étaient bercés d'illusion avec l'élection de F. Hollande à la présidence de la République commencent à se rendre compte de la réalité de la politique que ce dernier entend mettre en œuvre. Quand à ceux qui ont participé activement, et consciemment, à cette tromperie, gageons que nous allons les trouver sur le chemin des travailleurs et des jeunes pour faire obstacle aux mobilisations qui, déjà, se multiplient.

Ainsi, le « redressement productif » a-t-il fait long feu. Que peuvent les rododendrons d'un A. Montebourg face au choix de la haute finance de liquider des pans entiers de l'industrie ? Surtout quand son patron, le Premier ministre J.-M. Ayrault, va faire l'ouverture de l'université d'été du Medef, l'organisation des patrons, une première pour un gouvernement qui se prétend « de gauche ». Une preuve de plus, s'il en fallait, que le PS est une formation bourgeoise.

Ainsi, les Roms voient-ils leurs campements démantelés, jour après jour, à coup de bulldozer, comme avec C. Guéant. Mais cette fois-ci c'est M. Valls qui est à la manœuvre avec comme un supplément d'âme qui permettrait à ce gouvernement-là de mettre en place exactement la même politique que le précédent. Avec Valls, on donne toujours de la matraque, mais on vouvoie ceux qui prennent les coups. Le style change, pas le fond de la politique mise en place.

Ainsi, le Premier ministre vient-il de rappeler à l'ordre sèchement ceux de son parti (et de sa « majorité ») qui auraient l'audace, la témérité, de voter contre le Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG, voir encadré) début octobre.

Le 28 juin, le TSCG a été approuvé par

le sommet européen, le 29 il a été voté par le Parlement fédéral allemand. Le 12 juillet, lors d'une rencontre à Rome avec M. Rajoy, A. Merkel et M. Monti, F. Hollande a obtenu son plan de relance à hauteur de 1 % du PIB européen, soit 130 milliards d'euros. Mission accomplie ! Nous aurons donc « la rigueur et la croissance », une promesse de campagne du candidat Hollande...

Cependant, face aux charrettes de licenciements, aux restructurations, alors que les 3 millions de chômeurs « officiels » viennent d'être dépassés, les mobilisations pourraient se multiplier autour des entreprises menacées de fermeture ou de « restructuration » (Fralib, PSA, Air France, Société générale, SFR, Doux, Carrefour, la Poste...).

En visite à Châlons-en-Champagne le 31 août, F. Hollande s'est retrouvé face à la réalité. Accueilli par des manifestants – preuve que les masques sont tombés –, interrogé par les journalistes, Hollande répond : « *Ils espèrent beaucoup dans le changement, c'est à moi de leur dire les étapes qui permettront d'y parvenir.* » Quand on n'est pas payé depuis neuf mois, comme les travailleurs de Sodimédical, quelle étape reste-t-il à franchir ?

Lors du sommet social de juillet, les dirigeants des confédérations syndicales et des organisations patronales avec les représentants de l'État ont posé les jalons des contre-réformes programmées par les capitalistes, le Medef et l'Union européenne, au nom de la « sécurisation de l'emploi », selon la CGT. Medef et CFDT n'ont pas désarmé sur les fameux « accords compétitivité-emploi » qui aboutiraient à vider de tout contenu la législation du travail dans notre pays. Est-ce là l'étape qu'il

reste à franchir sous la houlette de Hollande ?

Il y a loin de l'intention à la réalisation. Les travailleurs sont exaspérés par la rapide dégradation de leurs conditions de vie et de travail. La crise du logement s'aggrave. La jeunesse voit le chômage comme seule perspective. De nombreux étudiants doivent renoncer, sauf à trouver un petit boulot. Les enseignants sont voués à la précarité. Les plus vieux des travailleurs voient reculer la perspective de la retraite. Nombreux sont ceux à bouillir alors qu'on leur assène que la dette publique doit être payée et que leurs dettes de loyer et leurs crédits « revolving » doivent être honorés.

Le TSCG serait un carcan, un joug posé sur notre dos sans espoir de retour. Son adoption sonnerait comme un enfoncement sans fin dans la misère. Dans une telle situation, il est évident que la « critique » timide de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) à l'égard du Traité ne suffit pas et que l'appel à une journée d'action européenne le 9 octobre « pour l'industrie et l'emploi » est très en dessous des nécessités. Pire, elles sonnent comme un accompagnement de cette politique de régression.

Des partis et coalitions comme de Front de gauche ou le NPA veulent un audit sur la dette publique. **Pour nous, GSI, l'annulation de la dette publique est une exigence légitime des travailleurs et de la jeunesse. Il n'est pas nécessaire de procéder à un audit pour en arriver à cette conclusion.** Il suffit de voir l'utilisation qui est faite par les capitalistes de cette dette, née de leur crise et qu'ils veulent nous faire payer.

La dette privée de nombre de travailleurs et jeunes, de petits agriculteurs,

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 3 septembre 2012 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

artisans et commerçants est telle, désormais, que l'annulation pure et simple de cette dette pourrait seule leur donner un avenir, leur redonner leur dignité.

Le Front de gauche et ses composantes (PG, PCF...) appellent à manifester le dimanche 30 septembre. Ils exigent donc, eux, un référendum sur le TSCG, escomptant que le vote de 2005 se reproduise. Mais on sait ce qu'il est advenu du « Traité constitutionnel européen » adopté en Congrès par les députés et sénateurs UMP, NC et le « vote calibré » du PS. **Nous exigeons, nous, GSI, le rejet du TSCG, son abandon pur et simple et l'annulation de la dette.**

De leur côté, le POI le M'PEP, la Gauche communiste du PCF et le PRCF appellent à une manifestation nationale, le 29 ou le 30 septembre, contre la ratification du TSCG. Ces formations se sont adressées au Front de gauche afin de parvenir à un accord pour manifester ensemble chacun sous ses mots d'ordre.

Nous, GSI, sommes déterminés à agir dans l'unité d'action des plus larges secteurs se réclamant du mouvement ouvrier pour faire échouer le TSCG et avancer par la mobilisation la plus large vers l'annulation de la dette. Nous voyons que certains secteurs du NPA évoluent également vers cette position car c'est une évidence,

peut-on prétendre interdire les licenciements et faire le silence sur la loi qui va organiser leur multiplication ?

Nous posons toutefois la question : à une attaque à l'échelle de l'Europe, ne faudrait-il pas répondre par **une riposte de tout le mouvement ouvrier européen** ? Faire échouer le TSCG, annuler la dette, mettre fin aux avalanches de licenciements à travers l'Europe nécessite d'**organiser la grève générale à l'échelle de toute l'Europe**. C'est ce qu'exigent déjà, dans les faits, les mobilisations ouvrières et jeunes en Grèce, au Portugal, en Espagne.

MES, TSCG, règle d'or ?

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2012. Il remplace deux mécanismes temporaires : le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité financière. Le MES est une institution européenne totalement indépendante créée par la Commission européenne.

Cette institution gère des créances déposées par les États membres de la zone euro, créances qui lui permettent de garantir des levées de fonds pour soutenir des États de la zone euro en difficulté. Ces fonds sont levés... sur les marchés financiers. Les aides aux États demandeurs font l'objet de conditions très strictes.

En résumé, le MES est un mécanisme qui utilise la crise des capitalistes pour imposer aux travailleurs et à la jeunesse des pays en difficulté une politique d'austérité sans fin. Le MES a été signé par les dix-sept membres de la zone euro dont la France.

Le MES est une pièce maîtresse du **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)** ou Pacte budgétaire européen. Même s'il concerne en priorité les dix-sept membres de la zone euro, le TSCG a été signé le 2 mars 2012 par vingt-cinq États de l'UE (à l'exception de la République tchèque et du Royaume-Uni).

Le TSCG impose la mise en place dans la législation des pays membres d'un mécanisme contraignant appelé « **règle d'or** ». Cette législation doit avoir valeur constitutionnelle. Le TSCG prévoit que le non-respect des critères de la règle d'or mène le pays contrevenant à des sanctions automatiques.

Pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013 au plus tôt, il doit être approuvé par douze pays. À ce jour, huit pays l'ont fait, six sont arrivés au terme de la procédure, dont l'Allemagne qui doit avoir l'aval du Tribunal constitutionnel fédéral le 12 septembre 2012 et la France qui a, elle, commencé par l'avis positif du Conseil constitutionnel et dont le Parlement doit voter début octobre.

La « **règle d'or** » est un mécanisme automatique prévoyant des corrections budgétaires elles aussi automatiques qui imposent de respecter des critères encore plus contraignants que ceux du Traité de Maastricht et du Pacte de stabilité.

Ces critères concernent le déficit budgétaire (déficit de l'année en cours - 0,5 % du PIB, maximum, au lieu de 3% !).

Toutefois, le « service de la dette » (les intérêts versés par l'État à ceux qui lui prêtent, les capitalistes) vient en plus du 0,5% ! Ceux qui vivent de la rente d'État voient donc leurs intérêts garantis et renforcés.

Pour ce qui est de la dette publique (le cumul de l'endettement public année après année) celle-ci est limitée à 60 % maximum du PIB.

Pour les pays qui dépassent ces 60% d'endettement public, il est obligatoire de le ramener à 60 % maximum dans un délai de vingt ans au plus.

En conséquence, un pays endetté à hauteur de 100 % ne pourra plus avoir de déficit et il devra dégager un *excédent* budgétaire de 2 % pendant vingt ans pour être en conformité avec la « règle d'or ».

Si un État ne respecte pas la règle d'or, il pourra être sanctionné par les institutions européennes. À partir de là cet État devra se *soumettre* à l'intervention de la Commission européenne dans l'élaboration de son budget.

En tout, MES, TSCG et règle d'or sont la promesse de vingt ans *minimum* de régression sociale pour toute l'Europe, avec la privatisation de tout de qui peut intéresser les capitalistes et leur rapporter de juteux profits.

NB. Le PIB ou Produit intérieur brut. C'est une mesure de la richesse créée dans l'année.

Revue de presse sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. » K. Marx

La multiplication et la violente radicalisation des mouvements de grève dans le secteur des mines à travers le monde illustre parfaitement la situation d'aiguïsement de la lutte des classes à échelle internationale. Le cas le plus emblématique de cette exacerbation des rapports entre les classes est la situation observée en Afrique du Sud.

Dans ce pays, un très fort mouvement de grève a éclaté dans la mine de platine de Marikana, localité située à environ 100 km de Johannesburg. 3 000 foreurs ont cessé le travail le 10 août pour réclamer des hausses de salaire. La situation s'est très rapidement envenimée entre les grévistes d'une part et la direction de l'entreprise et la police d'autre part, entraînant plusieurs morts. À cela il faut ajouter d'importants affrontements entre le syndicat qui mène une politique de conciliation avec la direction de l'entreprise et le syndicat à l'origine des revendications salariales. Le 16 août, la situation s'est brutalement détériorée lorsque la police a tiré contre les travailleurs mobilisés, tuant 34 grévistes. Ce massacre a mis en lumière la violence des rapports de classe dans ce pays. Dans un premier temps, la justice sud-africaine a décidé d'accuser les grévistes de meurtre, avant de reculer partiellement quelques jours plus tard.

Le 20 août, le mouvement de grève s'est étendu à deux mines de platine voisines de celle de Marikana. Trois semaines après le début de la grève, moins de 6,6 % des quelque 28 000 employés de la mine de Marikana se sont rendus sur leur lieu de travail. Fin août, ce sont 12 000 travailleurs d'une mine d'or du West Rand (à l'ouest de Johannesburg) qui ont cessé le travail pour exiger, à leur tour, des augmentations de salaire.

En **Italie** aussi, le secteur des mines constitue un bon indicateur de la situation sociale et politique du pays. En Sardaigne, plus de 100 ouvriers d'une mine de charbon ont commencé à occuper un puits d'extraction pour s'opposer à sa fermeture, le 26 août dernier. Les mineurs sont descendus à plus de



350 mètres de profondeur munis de plusieurs centaines de kilos d'explosifs pour interpeller le gouvernement italien sur la situation de la mine qui emploie plusieurs centaines de travailleurs. Un des mineurs s'est taillé les veines en direct à la télévision pour attirer l'attention sur la situation désespérée dans laquelle se trouvent ces travailleurs.

En **Espagne**, le mouvement de grève a repris de manière massive dans les mines des Asturies le 27 août. Au printemps dernier et au début de l'été, plus de 8 000 mineurs s'étaient mobilisés pour s'opposer à la baisse des subventions de l'État pour le fonctionnement des mines, ce qui devait entraîner leur fermeture. Après plusieurs semaines d'affrontement avec la police, les mineurs en grève avaient organisé une marche de plusieurs centaines de kilomètres jusqu'à Madrid. À leur arrivée dans la capitale espagnole, à la fin du mois de mai, ils ont reçu le soutien de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes.

Toujours dans le secteur des mines, des mouvements de grève importants ont eu lieu au Canada, dans les mines de sel de Goderich, mais aussi dans plusieurs pays d'Afrique, comme par exemple en Guinée et dans les mines d'uranium du Niger, exploitées par le groupe français Areva.

En **Tunisie**, les grèves et les manifestations ont été nombreuses au cours du mois d'août, montrant une fois de plus que le processus révolutionnaire est

La crise en quelques chiffres

Les chiffres et les données économiques publiés au cours des dernières semaines permettent de saisir l'ampleur de la crise du système capitaliste. D'un point de vue économique, la situation continue de se détériorer et cette tendance va se confirmer dans les prochains mois. C'est ce que montrent les dernières données relatives à l'Europe, aux États-Unis, au Japon mais aussi celles concernant ce que les analystes bourgeois appellent les pays émergents, en particulier la Chine et le Brésil.

En **Chine**, plusieurs éléments viennent confirmer que la situation économique se dégrade. En raison de la crise économique européenne principalement, la Chine peine à exporter ses produits vers des marchés qui consomment de moins en moins. Cela fait six trimestres consécutifs que la croissance du PIB ralentit. De même, l'indicateur de production industrielle est en baisse depuis plusieurs mois. L'activité manufacturière est au plus bas depuis mars 2009. Deux autres éléments indiquent que l'état de l'économie chinoise est fortement détérioré : la dette des provinces et la bulle immobilière. À ce propos, un économiste chinois a publié un rapport dans lequel il préconise de laisser « éclater la bulle » en 2013, afin que les conséquences soient gérables. Selon le même rapport, retarder la crise pourrait générer une situation difficilement contrôlable à l'horizon 2015-2016.

Au **Brésil**, la crise se confirme. Au deuxième trimestre, la croissance n'a été que de 0,4 %, après avoir été de 0,1 % au premier trimestre. L'industrie continue de ralentir. Malgré la dépréciation de la monnaie nationale, le real, le taux d'investissement a chuté de 3,7 % en rythme annuel.

En **Europe**, l'augmentation inexorable du taux de chômage révèle la brutale dégradation des conditions de vie des travailleurs et des jeunes à travers le continent. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de personnes

(Suite page 5)

loin d'être clos. Le 14 août, les syndicats de la région de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de janvier 2011, ont appelé les travailleurs à faire grève pour protester contre la politique du gouvernement tunisien. La grève a été très suivie, plus de 90 % ayant cessé le travail. Les manifestants ont scandé « Le peuple veut la chute du régime » et se sont rassemblés devant le palais de justice pour exiger la libération de plusieurs personnes emprisonnées pour avoir participé à des mouvements de grève ou à des manifestations. Les grèves, les manifestations, les sit-in se multiplient dans tout le pays aussi bien autour de revendications sociales que de revendications politiques. Des agriculteurs, des journalistes, des étudiants, des médecins hospitaliers, des enseignants, des chauffeurs de bus ont débrayé à leur tour.

Il y a également des manifestations qui visent le gouvernement tunisien dirigé par le parti Ennahda. Le 13 août, des dizaines de milliers de personnes dont de nombreuses femmes ont défilé dans les rues de Tunis contre le projet de constitution élaboré par Ennahda, visant à remettre en question le droit des femmes. D'autres manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes du pays autour de la même revendication, à Sfax et Monastir notamment.

Au **Chili**, les manifestations pour la gratuité de l'enseignement se succèdent depuis plus d'un an et leur caractère massif ne se dément pas. Les 9 et 23 août, plusieurs milliers de personnes sont à nouveau descendues dans les rues de Santiago. Le 28 août, 130 000 personnes ont manifesté dans la capitale chilienne. Le principal syndicat du pays, la CUT (Centrale unique des travailleurs), a appelé les enseignants à se joindre aux défilés.

À l'image de ce qui se passe dans d'autres pays d'Amérique latine, la situation sociale est également en train de se tendre au **Brésil**. Alors que les statistiques officielles montrent depuis plusieurs mois que le pays est au bord de la récession économique, les conflits sociaux se multiplient, notamment dans la fonction publique fédérale depuis plus de deux mois. Ainsi, la grève des personnels enseignants universitaires qui dure depuis près de quatre mois a été reconduite le 3 septembre. Elle touche 48 universités et 32 instituts technologiques. Les enseignants réclament des hausses de salaire. Les différentes catégories de personnels de la police

fédérale sont eux aussi engagés dans un mouvement national de grève pour exiger des revalorisations salariales. En tout, plus de trente-cinq catégories de travailleurs de la fonction publique ont fait grève et 350 000 fonctionnaires ont cessé le travail pour demander des augmentations de salaire.

En **Corée du Sud**, des dizaines de milliers d'ouvriers du groupe Hyundai ont observé plusieurs débrayages pour dénoncer leurs conditions de travail et le niveau de leur rémunération. Au terme de près de deux mois de mobilisation, la direction du groupe a proposé la fin du travail de nuit, la réduction du temps de travail, des augmentations de salaire et une prime de 6 745 euros par salarié. Les 44 000 membres du syndicat à l'origine du mouvement de grève doivent se prononcer sur les propositions de la direction.

En Europe, les mois de juillet et d'août sont traditionnellement une période où l'activité de la lutte des classes est moindre en raison des périodes de congés. Cependant, depuis quelques années, en raison de l'approfondissement de la crise du capitalisme, les étés sont de moins en moins « calmes » et les conflits sociaux se multiplient. L'été 2012 confirme la tendance d'aiguïsement de la lutte des classes. On a pu vérifier l'augmentation du nombre de grèves et de manifestations notamment en Italie, en Espagne, au Portugal mais aussi en Allemagne et en France.

En **Allemagne**, une grève fortement suivie par les personnels a commencé à la fin du mois d'août au sein de la compagnie aérienne Lufthansa. La première journée de grève a eu lieu le 31 août et a entraîné l'annulation de plus de deux cents vols au départ de l'aéroport de Francfort. Les syndicats exigent 5 % d'augmentation salariale sur quinze mois, la direction de l'entreprise ne propose que 3,5 %. Les syndicats appellent à l'élargissement du mouvement de grève pour le 4 septembre.

En **France**, la question des bas salaires et des licenciements est omniprésente dans les mouvements de grève et les débrayages qui se déroulent actuellement à travers tout le pays. Les annonces de licenciements pleuvent depuis quelques mois et cette tendance va se confirmer dans la période à venir. Toutefois, les travailleurs cherchent les voies de l'offensive pour contrer les attaques du patronat : c'est ce que montrent les nombreuses mobilisations des dernières semaines.

(Suite de la page 4)

sans emploi est de 10,4 % de la population active. Ce chiffre monte à 11,3 % si l'on considère la zone euro, ce qui correspond à 18 millions de personnes à la recherche d'un emploi, un record depuis que les statistiques existent. Et encore, il ne s'agit là que de données officielles.

En **Espagne**, la situation empire de mois en mois. Il y a désormais 25,1 % de chômeurs dans le pays. Ce taux monte à 34 % dans la région d'Andalousie.

En **Grèce**, les plans d'austérité se succèdent et le chômage explose. Actuellement, 23,1 % de la population active grecque est à la recherche d'un emploi. Les syndicats prévoient que ce taux monte à 29 % en 2013. Dans le même temps, les salaires ont fondu. Pour les personnes qui ont encore un emploi, la baisse des revenus est de plus de 20 % depuis 2009.

En **France**, le gros de la vague de licenciements se profile pour les semaines et les mois à venir. Les syndicats estiment qu'entre 60 000 et 90 000 personnes vont perdre leur emploi. Les chiffres du chômage du mois d'août sont déjà catastrophiques : la barre des 3 millions de chômeurs a officiellement été franchie. Si l'on compte toutes les catégories de chômeurs inscrits au Pôle emploi, on approche les 5 millions de personnes. Et la situation va encore se détériorer !

Par exemple, le jeudi 30 août, plus de 200 salariés du groupe pharmaceutique Ipsen se sont mis en grève pour dénoncer la suppression de 100 postes de travail dans leur entreprise.

Dans les **transports**, 80 % des chauffeurs de bus de Besançon ont débrayé pour dénoncer leurs bas salaires et la dégradation de leurs conditions de travail. À Poitiers, les chauffeurs de bus sont appelés à cesser le travail pour exiger des augmentations de salaire le 4 septembre, jour de la rentrée des classes. On observe des situations identiques à Arras et à Blois entre autres.

Dans l'éducation, les enseignants du lycée professionnel Gaston-Darboux à Nîmes ont voté la grève pour la début de l'année scolaire afin de dénoncer le manque de moyens humains.

Mathieu

Hollande / Ayrault, un gouvernement au service du Medef

Après avoir été écarté dix ans du pouvoir, le PS domine aujourd'hui toutes les institutions françaises : présidence, Assemblée nationale et Sénat, gouvernement, la majorité des régions, des départements et des communes, colonies outre-mer comprises. Face aux attentes des travailleurs d'un côté, du patronat de l'autre, et sur fond de crise du capitalisme, cette apparente puissance ne laisse pas au PS de grandes marges de manœuvre. Il ne peut satisfaire les intérêts d'une classe sans bousculer violemment l'autre.

Pour faire bonne figure les premières semaines de son mandat, Hollande a fait mine d'accorder des miettes. Mais les chantiers prétendument progressistes de ce gouvernement ne sont en fait que cynisme et mépris des travailleurs. Le retrait des troupes d'Afghanistan n'en est pas un, puisque la France va continuer à piller ce pays. La retraite à 60 ans pour les carrières longues ? Une mesure qui s'inscrit, sans les remettre en cause, dans les lois de 2002 et 2010. La ridicule augmentation du smic au mois de juin fut la preuve accablante que le mandat de Hollande aura pour but de défendre l'ordre capitaliste et non de venir en aide aux travailleurs les plus démunis.

Dans la continuité de la politique de Sarkozy

Ceux qui attendaient du changement, ou même le « moins pire », passeront leur tour. Après ces « miettes », le gros du programme Hollande arrive : austérité et lutte contre la classe ouvrière... dans la continuité pure, mais plus dure sans doute, du gouvernement Sarkozy. D'ailleurs, Copé et Fillon ne sont pas bavards sur la politique économique et sociale du gouvernement, prouvant par là qu'ils l'acceptent dans ses grandes lignes. Et pour cause !

Avec la crise du capitalisme, on ne peut répondre à l'explosion du chômage que par des mesures visant à la



réquisition et à l'expropriation des grandes entreprises et des banques, sous contrôle ouvrier. Mais le parti socialiste français n'est pas un parti socialiste. C'est un parti bourgeois, au service du capitalisme et du patronat.

Ainsi, en se rendant à son université d'été, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a accepté le débat imposé par le Medef sur des accords « compétitivité-emploi » qui consisteront en une baisse générale des salaires. Louis Gallois, ex-patron d'EADS, chargé d'un rapport ministériel sur la compétitivité des entreprises, a déjà annoncé que ses propositions tourneraient autour du « coût du travail, et pas seulement sur les bas salaires »⁽¹⁾.

En matière de répression, continuité là aussi : Valls, déjà connu pour ses remarques racistes à l'égard d'habitants d'Évry dont il était le maire, porte sans complexe la casquette du premier flic de France : expulsions de travailleurs sans papiers et destructions de camps roms. Son projet de Zones de sécurité prioritaire va militariser des quartiers entiers, ajoutant à la déshumanisation de ces « zones », des marchés lucratifs pour les boîtes de sécurité et les milices privées.

Un quinquennat réglé sur le TSCG

Le PS va mener sa politique réactionnaire de front avec tous ses « partenaires européens » : Merkel, Rajoy, Monti... Tous ensemble pour imposer la précarité à l'ensemble des travailleurs de l'Union européenne. Le premier acte réel du quinquennat est le vote de la règle d'or à travers le TSCG⁽²⁾. En obligeant les États à réduire coûte que coûte les déficits et à payer leurs dettes, ce nouveau Traité européen va orchestrer le racket de tous les travailleurs d'Europe.

Et le « volet croissance » du pacte n'est qu'un mauvais trompe-l'œil pour faire accepter l'austérité, les licenciements et la destruction des services publics à la classe ouvrière. Face à la crise du système, les 120 milliards d'euros que le Conseil européen a accordés à la France, ne pèsent rien dans l'économie de l'Union. Ce n'est qu'un nouveau cadeau pour les entreprises du CAC 40 dont les activités principales sont l'aéronautique (et donc la vente d'armes), le nucléaire, les banques...

Les licenciements jettent des dizaines de milliers de salariés au Pôle emploi, dont les services sont saturés. Pour chaque salarié d'une grande boîte mis à la porte, ce sont trois travailleurs sous-traitants qui perdent leur emploi. Mais les Ayrault, Montebourg et Moscovici préfèrent discuter sans fin avec leurs amis de Peugeot ou d'Unilever plutôt que de nationaliser sans indemnités ni rachat leurs entreprises.

Fin décembre, un « nouvel acte de la décentralisation » va être appliqué. Le gouvernement va encore désengager financièrement l'État des services publics et forcer les régions, les départements et les communes à gérer la misère. Mais à force de couper les vivres, de privatiser tout ce qui est rentable et de laisser pourrir ce qui n'est l'est pas,

(Suite page 7)

Devoirs de rentrée des bureaucrates : accompagner les « plans sociaux » !

La longue période des vacances d'été s'achève. Comme chaque année, les directions syndicales ont été aux abonnés absents pendant deux mois. Toutefois, la lutte de classe ne se fige pas pendant l'été pour permettre à chacun de profiter de la plage. Cette année plus encore, les mois de juillet et août ont été marqués par la multiplication des annonces ou des confirmations de « plans sociaux ». Dans le même temps, le gouvernement avançait à marche forcée vers la ratification du TSCG qui organise l'austérité dans l'Union européenne.

Au-delà de la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay, qui est emblématique de la politique choisie par le patronat et le gouvernement pour défendre les profits de la bourgeoisie, la quasi-totalité des différents secteurs de l'économie sont aujourd'hui touchés par des suppressions massives d'emplois. Le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, qui a réalisé des profits importants sur l'exercice 2011-2012, poursuit son plan de licenciements : entre 1 500 et 2 000 salariés seraient concernés. Alcatel-Lucent met en place la suppression de 5 000 postes dans le monde (les chiffres concernant la France ne sont pas encore connus). Récemment, c'est Carrefour qui a annoncé une première vague de 500 suppressions d'emplois comme amorce à une vaste restructuration du groupe.

Pour compléter la situation, il faut évoquer les procédures judiciaires concernant la situation de certaines entreprises : le groupe Doux est vendu « à la découpe » entre ses différentes activités. La raffinerie Petroplus, en dépôt de bilan, attend un repreneur. Ses 500 salariés seront fixés sur leur sort le 2 octobre. Les salariés de Fralib (Filiale d'Unilever fabriquant du thé, etc.) se

battent toujours pour le maintien de l'activité de leur usine... Nous pourrions ainsi multiplier les exemples.

Dans ce cadre, la direction confédérale de la CGT a réagi fin août pour appeler à une journée de défense de l'industrie et de l'emploi le 9 octobre. C'est devenu une tradition, chaque année les bureaucrates utilisent la journée d'action européenne (dans la première semaine d'octobre) instaurée par la CES (Confédération Européenne des Syndicats) pour cadrer les mobilisations, au besoin en la recouvrant de mots d'ordre divers suivant la situation de l'année. En 2012, ce sera donc la défense de l'industrie et de l'emploi. Nous ne nous attarderons pas sur la réaction de la CFDT qui s'insurge contre la déformation par la CGT de la journée européenne. Bien...

L'attitude de la bureaucratie de la CGT est la transcription syndicale de la politique du Front de gauche : chercher une issue légaliste pour éviter la mobilisation. En dehors des effets de manche du camarade Mélenchon, les responsables du Front de gauche réclament l'interdiction des licenciements boursiers sur la base d'un projet de loi déjà adopté au Sénat. Si l'on s'en tient aux cas cités plus haut, seul le plan de Sanofi-Aventis serait éventuellement concerné par cette loi.

La multiplication des « plans sociaux » menace l'ensemble des travailleurs par une éventuelle refonte du contrat de travail. Lors de la première conférence sociale, les 9 et 10 juillet dernier, le gouvernement avait exclu de la discussion les mesures dites de « compétitivité-emploi ». Aujourd'hui, la possibilité pour un patron de modifier le contrat de travail (horaires, rémunérations) d'un salarié sans son accord est de nouveau sur la table : le

Medef et la CFDT ont affiché une belle entente sur la question. Sous l'argument d'éviter les suppressions d'emplois, l'objectif du patronat et de ses alliés est la fin du contrat de travail tel que nous le connaissons.

C'est l'occasion de se souvenir de l'analyse marxiste du chômage comme armée de réserve du capital pour contraindre la classe ouvrière à accepter ses conditions. Gagner contre les licenciements, c'est faire barrage aux attaques des patrons contre toute la classe ouvrière, c'est refuser le chantage misère ou... misère.

Dès lors, que faire ? **L'urgence est de casser l'isolement des luttes provoqué par les bureaucrates.** Les licenciements dans l'industrie n'auraient rien en commun avec ceux du commerce... Rappelons ici la revendication de la CGT d'un « plan de réindustrialisation ». À quand un plan de relance du commerce puis un plan de relance de l'industrie pharmaceutique, puis... ? Nous ne devons pas oublier que cette situation se reproduit dans toute l'Europe et va s'accroître via les politiques d'austérité. **La bataille contre le TSCG et pour l'annulation de la dette doit accompagner la lutte contre les licenciements.**

C'est de la responsabilité des militants politiques et syndicaux déterminés à se battre sur une base de classe de faire échec aux tentatives de division. Dans nos syndicats, dans nos sections, nous devons **pousser à l'unité contre les licenciements.** Par la participation aux manifestations des secteurs en lutte, par la constitution de caisses de solidarité, par des prises de position, nous pouvons mettre en échec les bureaucrates et les patrons !

Rémy

(Suite de la page 6)

le système étatique va craquer.

Fin août, les maires de l'île de la Réunion ont refusé d'ouvrir les écoles pour dénoncer le manque de moyens. Partout, il y a la volonté de se battre pour refuser les licenciements, pour refuser de payer la dette aux banques et

pour refuser un nouveau traité européen d'austérité.

Pour gouverner, le PS a le soutien explicite du grand patronat et compte sur l'aide active de sa « gauche » : PCF et PG. Pour notre part, nous n'accordons aucune confiance à ce gouvernement qu'il faut combattre comme tout autre au service des capitalistes. Passé les

hésitations face à ce gouvernement qui se dit socialiste, la classe ouvrière, les travailleurs, les jeunes devront s'unir en bloc pour obtenir par eux-mêmes des mesures réellement socialistes.

Greg, Loïc

1) www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120711trib000708562/industrie-avrault-met-l-accident-sur-la-baisse-des-couts-salariaux.html.

C'est la rentrée de la précarité !

Soixante mille postes dans l'éducation ? F. Hollande n'a jamais promis qu'il s'agirait uniquement d'enseignants, encore moins d'enseignants titulaires de leur poste et bien formés ! Si la question des effectifs se pose au moment où le gouvernement annonce quelques créations de postes dans le premier degré et le recrutement d'assistants pour la « sécurité » dans le secondaire, la question des statuts est donc elle aussi, plus que jamais, à l'ordre du jour. Il faut se rendre à l'évidence, le plan de refondation pour l'école du PS repose sur la précarité.

Personnels techniques victimes de la décentralisation

Les personnels techniciens, ouvriers et de service (TOS) connaissent une situation particulière : ils dépendent depuis 2009 des collectivités territoriales (municipalités, conseils généraux...) qui « dégraissent » à tout-va, crise oblige. Conséquence évidente : le manque de personnel suffisant pour assurer, simplement, le nettoyage des salles ou même le service de la cantine, sans parler de l'entretien de fond, les locaux qui se dégradent, rendant le travail quotidien encore plus dur.

De plus, ces personnels qui ne sont plus rattachés à un établissement sont isolés, connaissent la multiplication de contrats courts (souvent de six mois, parfois de dix jours seulement) et peuvent donc être « mutés » en cours d'année scolaire, appelés pour un remplacement d'urgence ou encore travailler dans plusieurs lieux, ce qui est inhumain quand on sait les horaires du métier.

Précarité à tous les étages chez les enseignants

Alors que, dans le seul département de la Seine-Saint-Denis, la rentrée s'effectue avec 39 postes en moins dans le premier degré pour 2 444 élèves supplémentaires, 67 postes en moins en collège pour 1 092 élèves en plus et 400 postes en moins en lycée, le ministre décide de créer 1 000 postes dans le premier degré, sur toute la France ! Or, pendant ce temps, les contractuels sont littéralement jetés : en effet, depuis des années, l'Éducation nationale recourt à de nombreuses embauches de contractuels pour pallier le manque de

professeurs, puisque le recrutement par concours s'est resserré comme peau de chagrin. Au lieu de la vague de titularisations qui devrait être le lot des personnels contractuels qui ont des années d'expérience, c'est une vague de licenciements. Aujourd'hui, ils sont la variable d'ajustement d'une Éducation nationale au régime austérité de gauche.

Absurdité supplémentaire, les personnels en poste sont écrasés d'heures supplémentaires : celles-ci représentent l'équivalent de 570 postes à temps plein dans les collèges de Seine-Saint-Denis.

Pour les stagiaires, les difficultés ne sont pas terminées, malgré les déclarations du ministre de l'Éducation V. Peillon : en théorie à 16 heures de cours par semaine (au lieu de 18), ils sont souvent à temps plein encore, et même avec des heures supplémentaires parfois. Quant à leur formation, elle consiste à être suivis par des professeurs expérimentés qui font office de tuteurs... sans décharge et avec vingt stagiaires ou plus sous leur responsabilité !

Encore dans la continuité du gouvernement précédent, le nouveau ministre de l'Éducation ne remet pas en cause le dispositif ÉCLAIR, qui permet à un chef d'établissement de recruter à sa guise sur des contrats de trois ans.

Enfin, les « emplois d'avenir éducation », sous leurs airs de mesurette de rentrée ayant pour but uniquement de calmer les esprits, sont en réalité une manière d'installer la précarité à long terme dans l'éducation : pour les étudiants boursiers souhaitant devenir professeurs, des contrats de douze mois renouvelables deux fois, des horaires annualisés, bref un emploi ultraflexible... pour 400 euros par mois !

Pour l'embauche de personnels enseignants, d'éducation et de service à hauteur des besoins !

Pour la titularisation de tous les personnels précaires !

Pour une éducation laïque et gratuite pour tous, de la maternelle à l'université !

Garlone

Rentrée Peillon ou rentrée Châtel ?

La rentrée 2012 s'annonce bien plus difficile que ce que voudrait nous faire croire Vincent Peillon, le Ministre de l'éducation. En 2011, 16 811 postes ont été supprimés, au lieu des 16 000 annoncés par le précédent ministre, Luc Châtel. Un an plus tard, ce dernier avait prévu la suppression de 14 000 postes dont 4 700 dans le premier degré, et ce accompagné d'un unique remplacement sur deux des départements à la retraite.

Autant dire que la création des 1 533 postes (1 000 dans le primaire et 533 dans le secondaire) sera insuffisante pour endiguer la dégradation des conditions de travail et d'études dans les établissements scolaires. « 22 100 créations de postes pour la rentrée 2013 », alors que pour compenser les deux dernières rentrées, il en faudrait environ 30 000 ! Voilà les effets d'annonce dont a besoin notre nouveau ministre de l'Éducation nationale pour justifier sa politique.

Mais les masques tombent ! Il n'y aura aucune « réforme », si tant est qu'il puisse y en avoir dans le cadre du système capitaliste, pour améliorer « réellement » notre système éducatif agonisant sous la saignée des postes de personnel enseignant. Même l'augmentation de 25 % de l'allocation scolaire ne cachera pas les véritables objectifs du nouveau gouvernement. Ce dernier respectera comme son prédécesseur le diktat des capitalistes dans une économie de marché et dans le cadre d'une Union européenne compétitive sur le marché de l'éducation !

Rythmes scolaires, semaine à quatre jours, informatisation des apprentissages... Tous ces débats de diversion ne nous détourneront pas du vrai problème : la pénurie d'enseignants en raison des suppressions de postes et des départs à la retraite non remplacés. Comment peut-on relancer une campagne de création de postes à hauteur de 60 000 sur un mandat de cinq ans, alors que l'on applique encore la politique d'un remplacement sur deux, et ce sur l'ensemble de la fonction publique ?

Une école à la hauteur, qui joue son rôle en donnant à tous les enfants des cours de qualité, est une école qui embauche un personnel enseignant, éducatif à hauteur des besoins et non pas en respectant les règles de la compétitivité des capitalistes.

Griselda

Non aux contrats sur mesure pour les jeunes !

Depuis 2007, plus d'un million de personnes ont basculé dans le chômage ou le travail partiel en France. Sur une population active de 28 millions de travailleurs, près de 5 millions sont aujourd'hui sans emploi, auxquels il faut ajouter 1 million de radiés, résignés à ne vivre que de maigres allocations. Un travailleur sur cinq est donc privé d'un emploi stable à temps complet. Et ce n'est que le début.

Les moins de 25 ans sont les premières victimes de la précarité : 650 000 sont inscrits au chômage (+ 7,3 % en un an !), 7 % sont en intérim, 25 % en CDD.

Soucieux d'éviter toute explosion sociale dans la jeunesse et de satisfaire les attentes du patronat, le gouvernement vient d'annoncer la mise en œuvre de deux nouveaux contrats aidés : les « emplois d'avenir » et les « contrats de génération ». Après le Contrat d'insertion professionnelle (CIP) de Balladur en 1994, les emplois-jeunes de Jospin en 1997, le CPE-CNE de Villepin en 2006, le gouvernement Ayrault nous ressort une nouvelle fois la solution miracle au chômage de masse des jeunes : des contrats de travail « sur mesure » pour un boulot sous-payé, sous-qualifié, de quelques mois à quelques années.

Le CIP prévoyait ainsi de rémunérer les moins de 25 ans à hauteur de 80 % du smic, occasionnant une baisse générale des salaires et une explosion de la précarité. Le CPE proposait une période d'essai de deux ans durant laquelle le patron avait tout loisir de licencier son jeune salarié. Par deux fois les jeunes travailleurs, lycéens et étudiants ont lutté et ont empêché l'entrée en vigueur de ces contrats.

Emploi d'avenir, solution au chômage des jeunes ?

Version remasterisée des emplois-jeunes de M. Aubry (1997-2002), l'emploi d'avenir est un contrat de travail de droit privé d'une durée d'un à trois ans destiné aux jeunes de 16 à 25 ans



sans qualification, issus de « zones urbaines sensibles » ou de zones rurales. Le gouvernement prévoit de dépenser chaque année 3,5 milliards d'euros pour subventionner à 75 % 150 000 emplois au smic dans le secteur public, associatif ou mutualiste. Problème : 700 000 jeunes sont aujourd'hui sans diplôme ou titulaires d'un simple CAP ou brevet. De plus, à quel avenir peuvent prétendre les quelques « heureux bénéficiaires » une fois les subventions de l'État consommées ? À aucun, sinon à un retour à la case Pôle emploi !

Dans un contexte de réduction des dépenses et des effectifs, ces emplois sont une aubaine pour les collectivités territoriales ou les associations qui vont embaucher un smicard au quart de son prix. Alléchant ! À tel point que B. Hamon a obtenu une expérimentation pour le secteur privé (petite enfance, aide aux personnes âgées, emploi à domicile). V. Peillon s'est pour sa part réservé 18 000 « emplois d'avenir professeurs » sur trois ans.

Il propose de recruter des étudiants boursiers en seconde année de licence pour assurer des missions de surveillance et d'enseignement : un bon moyen pour ne pas recruter de « coûteux » fonctionnaires et pour repousser d'un an l'abrogation de la masterisation ! Cette réforme est aussi un aveu de l'insuffisance criante des bourses. Mais plutôt que de trouver les 120 millions d'euros qui manquent pour payer le dixième mois de bourse ou augmenter leur montant, le ministre

préfère faire travailler ces étudiants pour 900 euros par mois...

Le contrat de génération, un cadeau au patronat

Le contrat de génération permet à une entreprise embauchant en CDI un jeune de moins de 25 ans placé sous le tutorat d'un senior de plus de 55 ans de bénéficier pendant cinq années d'exonérations de charges sur

les deux salaires. Vendu comme un moyen de lutter contre le chômage des seniors (+ 16,3 % en un an !) en permettant un transfert de savoirs vers les plus jeunes, il est surtout un nouveau cadeau fait au patronat, alors même que celui-ci bénéficie déjà d'exonérations de cotisations sociales à hauteur de plus de 30 milliards d'euros par an, soit 55 % de plus qu'en 2002 !

Depuis 2003 et l'adoption des « allègements Fillon » sur les bas salaires, c'est-à-dire l'exonération de cotisations patronales pour les salaires jusqu'à 1,6 fois le smic, le régime général de la protection sociale accuse un déficit compris entre 8 et 24 milliards d'euros chaque année. Instrument de socialisation des risques sociaux (maladie, retraite, maternité, accident du travail, vieillesse, famille), la protection sociale est un acquis des travailleurs et de leurs familles. Les prestations versées sont du salaire indirect, ce qui signifie que toute exonération de cotisations patronales, toute mesure visant à dérembourser les soins, à instaurer des franchises, à favoriser les mutuelles privées sont autant de baisses de salaire que nous avons à subir.

À quel salaire seront rétribués les jeunes dans ce dispositif ? À quels engagements seront-ils tenus s'ils ne veulent pas perdre leur emploi ? Que se passera-t-il si un tuteur ou si un jeune refuse le contrat ? Comme l'emploi d'avenir, le CIP ou le CPE, ce contrat servira à contraindre les jeunes salariés à accepter n'importe quel boulot, quels

(Suite page 10)

Plus d'autonomie = plus de destruction-privatisation de l'université

Aujourd'hui, les universités Paris II-Assas et Paris IX-Dauphine vendent aux étudiants des masters à plusieurs milliers d'euros l'année. Dans le même temps, entre un quart et la moitié des universités en France sont en faillite. Est-ce que le PS va changer la situation ?

Accord PS-UMP en 2007

En 2007, l'autonomie des universités était au programme des candidats à l'élection présidentielle du PS et de l'UMP. Sitôt élu, N. Sarkozy a mis en place une concertation pour rédiger la loi sur l'autonomie des universités. C'est entre autres au « syndicat » étudiant Unef que l'on doit le texte sur la LRU (Liberté et responsabilité des universités).

Or, il est bon à savoir que l'Unef est dirigée politiquement par le PS. Puis, lors de la lutte étudiante de l'automne 2007 contre la LRU, la seule chose qu'a trouvée bonne à dire F. Hollande fut qu'il était d'accord avec le principe de l'autonomie, mais qu'il fallait plus de moyens⁽¹⁾. Bref, le PS était à 100 % d'accord avec l'autonomie dès le départ. Qu'en est-il cinq ans après ? Est-ce que le PS a changé de position ?

En 2012 ? Toujours pareil !

Depuis le début de la campagne présidentielle, le PS a fait savoir qu'il était mécontent de l'autonomie des universités et que, en conséquence, la loi LRU allait être modifiée. Il a avancé que l'État était encore trop contraignant, et que les conseils d'administration (CA) n'étaient pas assez démocratiques. Par contre, le fait que le patronat dirige de fait ces CA ne semble pas poser problème au PS, ni même le fait que les diplômés ne soient plus nationaux.

La « nouvelle autonomie des universités » va se mettre en place dans un contexte où de très nombreuses univer-

sités sont en faillite, le TSCG sera voté, une nouvelle étape de la décentralisation sera actée (voir dans ce numéro l'article « Hollande/Ayrault, un gouvernement réactionnaire au service du Medef »). Elle va donc ne faire qu'aggraver la situation des universités publiques, les poussant, si elles veulent survivre, à avoir recours aux financements privés, donc à augmenter les frais d'inscription.

Augmentation des frais d'inscription

Pour « suivre l'inflation », les frais d'inscription à tous les diplômes augmentent de quelques pour-cent chaque année. Mais avec la casse des diplômes nationaux et la multiplication des DU (diplômes d'université), les universités peuvent ainsi contourner les tarifs réglementés nationalement (on comprend G. Fioraso (Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche) quand elle dit que l'État est encore trop présent) et pratiquer les tarifs qu'elles souhaitent.

Ainsi, depuis 2010, à l'université Paris IX-Dauphine, le master de gestion et celui d'économie internationale et de développement coûtent 4 000 euros. À Paris II-Assas, le diplôme « LL.M Droit international des affaires » revient à 15 000 euros ! Avec la casse des diplômés, il existe maintenant 3 000 masters différents : des masters pour les riches, et des masters pour les autres.

Non à la concertation et à l'intégration des syndicats !

« grandes conférences sociales ». Ces deux nouveaux contrats en témoignent. Loin de régler les problèmes du chômage et de la précarité, le gouvernement octroie de nouvelles et juteuses concessions au patronat financées par les travailleurs. Comme en 1994 et en

Des « assises de l'enseignement supérieur » vont se tenir à l'automne. Il s'agira d'intégrer les « représentants » étudiants, personnels, et enseignants qui y participeront. Ainsi, sous couvert « démocratique » (mais avec une ligne imposée : budget en baisse, pas de retour sur l'autonomie, les patrons, les diplômés), le but est de désamorcer toute contestation de la future loi, qui verra le jour début 2013. Les directions des syndicats étudiants et professionnels vont donc servir de bouclier au gouvernement.

Mobilisons-nous maintenant !

Le projet des capitalistes et du PS est de faire en sorte qu'il y ait « plus d'autonomie », donc plus de destruction-privatisation de l'université. Les directions syndicales vont être leurs meilleurs alliés.

Contre la casse de l'université, il n'y a rien à négocier. Contre la casse de l'université, nous ne pourrions compter que sur nos propres forces. Contre la casse de l'université, nous, jeunes et travailleurs, devons nous mobiliser dans l'unité, dans nos organes de lutte, les assemblées générales. Pour préparer dès maintenant les luttes à venir, le GSI appelle tous ceux qui veulent se battre à rejoindre le Comité d'action pour la défense de l'université publique. Seule la lutte paie !

Loïc

1) <http://tempsreel.nouvelobs.com/le-mouvement-etudiant/20071119.OBS5568/dray-et-hollande-pour-des-garanties-financieres.html>

(Suite de la page 9)

qu'en soient les conditions et le prix.

Nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement prétendument socialiste tout acquis aux intérêts de la bourgeoisie, rien à négocier dans le cadre des

2006, l'organisation indépendante des travailleurs et des jeunes, leur mobilisation permanente et unitaire sont le seul moyen d'imposer nos revendications : **travailler moins, travailler mieux, travailler tous !**

Emeric

Classes et lutte des classes (VI)

Réforme ou révolution ? Ce débat tranché, pour les marxistes révolutionnaires, par le cataclysme de la Première Guerre mondiale est bien toujours d'actualité. Nombreux sont ceux qui prétendent encore que le capitalisme est le seul avenir pour l'humanité à condition de le « domestiquer ». Cette perspective est utopique et criminelle.

Non seulement la révolution prolétarienne est possible, mais elle est nécessaire. Tout le siècle écoulé le démontre : sans la victoire de la révolution prolétarienne, l'humanité est menacée dans sa survie.

Le prolétariat est face à sa mission historique. L'issue est déterminée par la capacité du parti prolétarien à le mener à la victoire, à l'aider dans son ensemble à se saisir du pouvoir sur toute la surface du globe. Comme l'a écrit L. Trotski, « *Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* » Quel parti faut-il construire pour vaincre ?

La question du parti et de sa « forme » traverse toutes les polémiques du mouvement ouvrier depuis ses origines, depuis que les prolétaires ont commencé à s'organiser de façon indépendante. Le refus de la prise du pouvoir caractérise la position anarchiste qui « revendique » l'abolition de l'État, de tout État, et son remplacement par une association libre de libres producteurs. Or, l'« abolition » de l'État sous-entend l'abolition des classes et de leurs antagonismes, c'est passer au communisme d'un seul coup... de baguette magique ?

Aussi, pourquoi construire un parti pour ne pas prendre le pouvoir ? Le refus de prendre le pouvoir revient donc à le laisser entre les mains de ceux qui le détiennent au service de la bourgeoisie. L'abolition de l'État resterait donc un vœu pieux. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

En 1902, dans *Que faire ?*, Lénine mène la polémique contre le dilettantisme artisanal et l'économisme. Il combat ceux qui s'en remettent à la spontanéité des masses ouvrières et de la jeunesse et prétendent limiter la lutte



aux revendications économiques et démocratiques, conformément aux revendications « spontanées ». Lénine pense, lui, qu'il faut combiner la protestation, la dénonciation de l'oppression et tourner systématiquement les mobilisations contre le régime et l'État.

Ces orientations vont déboucher sur deux conceptions du parti à l'occasion du second congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) en 1903. Martov préconise une rédaction des statuts qui attribue la qualité de membre du parti à ceux « qui collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations » (position *menchevique* – minoritaire) alors que, pour Lénine, est membre qui « participe personnellement à l'une de ses organisations » (position *bolchevique* – majoritaire).

Ce ne sont pas simplement des mots : les statuts du POSDR sont rédigés en relation avec une orientation. Pour Lénine, le parti doit être une organisation unifiée pour toute la Russie avec une vision d'ensemble et non un assemblage de cercles indépendants. Ce doit être un parti de révolutionnaires professionnels sélectionnés dont les dirigeants sont eux aussi sélectionnés. « Sélectionnés » et non « élus », car si, à cette époque, les conditions de la lutte en Allemagne avait pu déboucher

sur de larges acquis démocratiques qui permettent de faire de l'élection le mode de fonctionnement « normal » du parti, ce serait illusoire pour la Russie tsariste.

Le parti doit donc avoir une structure publique qui participe, si possible et si nécessaire, aux élections bourgeoises considérées comme des tribunes. Il doit aussi, et surtout, s'appuyer sur une structure clandestine « conspirative », dit Lénine, en ce sens que les vagues de mobilisation spontanées des précédentes décennies ont eu des conséquences catastrophiques pour les syndicats et cercles révolutionnaires. La police les a laissés prospérer « à visage découvert » le temps d'identifier les dirigeants pour ensuite arrêter tout le monde et expédier une génération de militants en prison ou en Sibérie, voire à la potence.

Cependant, Lénine n'oppose pas élection et sélection des cadres, il tient compte des conditions de la lutte, du régime et des conquêtes démocratiques et, s'il préconise une telle organisation pour la Russie, il va de soi qu'elle « vaut » pour tous les pays. En cela il nous met en garde, au-delà des années, contre la « réaction démocratique » qui s'est abattue sur le monde à la chute du mur de Berlin et le relâchement organisationnel qui s'est emparé de bien des organisations qui jusque-là avaient été contraintes à une clandestinité plus ou moins totale et souvent salutaire.

En 1914 et, surtout, en octobre 1917, cette *organisation démocratiquement centralisée* qui servira de modèle pour l'internationale communiste puis pour la IV^e Internationale permettra au prolétariat russe de disposer d'un *état-major de lutte pour la conquête du pouvoir*, construit patiemment autour d'un fil à plomb : son journal, l'*Iskra* puis la *Pravda*, et le réseau de ses diffuseurs.

J.-Louis

1) Programme de transition, 1938 : www.gsi-litqi.org/livres/progtransition/programme01.html.

2) La révolution espagnole constitue, selon l'expression de Trotski, le « grand examen » de l'anarchisme. Le 17 décembre 1937, dans « Leçons d'Espagne : dernier avertissement », il revient sur le rôle de cette doctrine. www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/12/1119371217.htm.

Le régime syrien dos au mur



Malgré une répression violente, le régime syrien ne peut plus contrôler la situation. La lutte du peuple syrien l'ayant affaibli, les défections de la dernière heure au plus haut niveau de l'appareil d'Etat se multiplient.

Le régime aux abois, comme il l'avait promis, applique la stratégie du pire et a décidé d'enfoncer la région dans la chaos.

De plus, l'impérialisme qui a voulu imposer le CNS comme seule et unique direction de la révolution au travers de prétendues conférences « des amis de la Syrie », a échoué. En réalité, la direction de la révolution, qui passe par un affrontement militaire contre la dictature, est entre les mains de ceux qui combattent au prix de leur vie contre la dictature.

Quant à l'impérialisme français, va-t'en-guerre et soucieux de défendre ses intérêts, il n'a rien perdu de son agressivité avec l'arrivée au pouvoir du PS. Ainsi, les guerres et les interventions militaires impérialistes contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se poursuivent plus que jamais sous le règne de la « gauche caviar » (Tchad, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Syrie, etc.). Les directions de la CGT, de Sud, du NPA, du PCF et du PG qui ont appelé à voter pour Hollande contre Sarkozy en toute connaissance de cause, ont aussi appelé à voter, dans les faits, pour la défense des intérêts de l'impérialisme français.

Il faut aussi dire que les déplacements massifs de réfugiés syriens fuyant la répression brutale du régime vers l'Irak, la Turquie, le Liban, la Jordanie, victimes du jeu des grandes puissances impérialistes et de leurs supplétifs (monarchies pétrolières, Turquie, islamistes et État sioniste), dans un contexte de crise politique et de tension militaire dans toute la région, nourrissent l'instabilité. À travers eux, la peur qui hante les réactionnaires de tout poil (en particulier les monarchies pétrolières du Golfe et l'État turc), c'est l'extension de la révolution.

La révolution syrienne bouscule le nouvel ordre mondial et remet au centre la lutte des classes, la lutte pour le droit à l'autodétermination des peuples opprimés, question qui ne pourra être résolue que par le socialisme et une Fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient. Il faut le redire, le droit à l'autodétermination passe par le socialisme et la rupture avec l'ordre impérialiste garant des profits capitalistes des différentes bourgeoisies nationales et des puissances impérialistes. La révolution syrienne remet aussi au centre la nécessité d'une politique d'indépendance de classe et la nécessité de construire de véritables partis pour le socialisme capables de défendre jusqu'au bout les intérêts des exploités et opprimés.

En ces temps de révolution et de contre-révolution, il est crucial de défendre une position de classe en mettant en avant les intérêts communs de tous les opprimés. Ainsi, il nous sem-

ble que défendre transitoirement la perspective d'un État laïque et démocratique, où toutes les composantes du peuple syrien aient leur place à égalité de droits, est une question capitale pour tout marxiste. C'est la seule façon de lutter contre une confessionnalisation du conflit voulue par le régime al-Assad, l'impérialisme, les islamistes et le sionisme.

Par ailleurs, le nationalisme arabe et l'islamisme politique sont une impasse pour les travailleurs puisqu'ils ne remettent pas en cause la propriété privée ni l'ordre social. Ils cherchent à négocier, sur le dos des peuples, un espace d'autant plus réduit aujourd'hui que la concurrence fait rage entre puissances impérialistes frappées par la récession. Et là où ils gouvernent ou ont gouverné, la pauvreté, l'exploitation et l'oppression perdurent d'autant plus facilement qu'elles sont les symptômes du capitalisme en crise dans des pays semi-coloniaux. De Washington à Damas, de Paris à Téhéran, de Berlin à Tunis, de Madrid au Caire, c'est le capitalisme et ses tyrans qu'il nous faut abattre.

Vive la révolution syrienne ! À bas la dictature !

Pour une Fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient !

André

Manifeste international en soutien à la candidature ouvrière d'Orlando Chirino à l'élection présidentielle du Venezuela

L'élection présidentielle aura lieu au Venezuela le 7 octobre 2012. Les deux principaux candidats à cette élection sont, d'une part, l'actuel président Hugo Chávez du PSUV et, d'autre part, Henrique Capriles, candidat de la MUD (Coalition de l'unité démocratique), représentant des forces de la droite traditionnelle.

Il y a aussi une troisième possibilité, bien qu'elle soit moins connue : c'est la candidature présidentielle du dirigeant ouvrier Orlando Chirino, au nom du PSL (Parti socialisme et liberté). Il s'agit d'une candidature qui lève l'étendard de l'indépendance politique des travailleurs, c'est-à-dire une candidature sans pactes ni accords avec les patrons nationaux ou étrangers, et au nom du véritable socialisme.

Pour de nombreux travailleurs, jeunes, militants anti-impérialistes et de gauche hors du Venezuela qui, pendant longtemps, ont entendu les critiques faites par Chávez contre l'« empire » en nom du prétendu socialisme du XXI^e siècle, la candidature d'Orlando Chirino peut sembler une erreur ou semer le doute. Ces doutes sont encouragés par des secteurs du chavisme qui traitent le camarade Chirino de « divisionniste », l'accusent de « servir » le candidat de la droite pro-américaine Henrique Capriles et disent qu'il y a un danger de « retour au pouvoir de la droite putschiste ». Cet argument a également été utilisé à plusieurs reprises par le gouvernement chaviste contre tous ceux qui sont en désaccord avec sa politique et qui ont lutté pour leurs justes revendications. De cette

façon, ce gouvernement réaffirme son caractère autoritaire.

Nous comprenons les doutes que d'honnêtes camarades peuvent avoir à propos de la candidature d'Orlando Chirino, mais nous ne les partageons pas. Nous voulons répondre à ces doutes en montrant aux camarades anti-impérialistes et de gauche quelle est la



réalité au Venezuela. Le gouvernement de Chávez n'avance vers aucun type de socialisme et, s'il y a eu une possibilité que les anciens hommes politiques propatronaux et proaméricains (qui ont été les putschistes d'avril 2002) reviennent au pouvoir par le vote, c'est leur responsabilité. Tout d'abord parce que le président Chávez en personne a amnistié les putschistes quand le peuple voulait qu'ils soient punis, et surtout parce que, pendant les treize années qu'il a passées à la tête du gouvernement, il n'a pas respecté sa promesse de résoudre les problèmes des travailleurs et du peuple du Venezuela.

Le gouvernement de Chávez ne conduit pas au socialisme

Il est vrai que Chávez prononce des discours contre l'« empire », mais en réalité il a pactisé avec les multinationales du pétrole à travers la création d'entreprises mixtes. Le gouvernement est associé à Chevron, à Mitsubishi, à Total, à Repsol, à Petrobras, ainsi qu'à des entreprises norvégiennes, russes et chinoises.

Chávez critique l'« empire » mais au mois d'avril 2011, il a livré l'exilé colombien Joaquín Pérez Berra au gouvernement colombien proaméricain de Juan Manuel Santos, sans respecter le droit international. Il s'agit d'une scandaleuse violation des droits de l'homme qui a provoqué la condamnation généralisée de larges secteurs de la gauche

mondiale, y compris de la part de nombreux sympathisants du chavisme.

Le gouvernement Chávez se proclame de gauche, populaire et démocratique, mais il refuse de soutenir les révolutions des peuples arabes contre leurs dictateurs. Il en arrive même à soutenir les dictatures génocidaires comme celle du libyen Kadhafi ou celle du syrien Assad, les qualifiant de « gouvernements anti-impérialistes ».

Le gouvernement Chávez se proclame « ouvrieriste » mais il ne respecte pas les conventions collectives des travailleurs, ignorant souvent le droit de grève. Il ne respecte pas l'indépendance syndicale, il accuse les travailleurs de l'État qui font grève d'être « contre-révolutionnaires » et il crimi-

nalise la protestation syndicale. Le dirigeant syndical Rubén González, par exemple, a été emprisonné plus d'un an parce qu'il a dirigé une grève.

Le gouvernement vénézuélien a mis en œuvre de dures mesures d'austérité depuis 2008 qui comprennent l'augmentation d'un tiers de la TVA, le gel des conventions collectives, la libéralisation des prix de la plupart des aliments et la dévaluation de la monnaie de 100 %. Selon l'Institut national de statistique, en 1998, l'ensemble de la bourgeoisie s'est approprié 36,2 % de la richesse produite, contre 39,7 % pour l'ensemble des salariés ; en 2008, cette proportion a changé en faveur des patrons, qui s'approprient désormais 48,8 % de la richesse alors qu'il ne reste que 32,8 % aux travailleurs salariés.

Chávez dénonce le « capitalisme » et prétend « construire le socialisme » mais le secteur privé de l'économie a augmenté, dans son ensemble, face au secteur public. Selon la Banque centrale du Venezuela, en 1998, le secteur privé produisait 65 % du PIB, alors que le secteur public produisait 34,8 %. En 2009, le secteur privé représentait 70,9 % du PIB, tandis que le secteur public ne produisait plus que 29,1 %. Le secteur bancaire, le commerce et le secteur des télécommunications sont les secteurs bourgeois les plus favorisés par le gouvernement chaviste. Une part importante du capital des entreprises de télécommunication est détenue par des transnationales. Ces entreprises ont connu une croissance ininterrompue au cours des trois dernières années. Pour leur part, les profits des banques se sont élevés en 2011 à 14 490 millions de bolivars (3 369 millions de dollars), ce qui représente une croissance de 92,3 % par rapport aux bénéfices obtenus l'année précédente. Il n'y a pas de « construction du socialisme » avec Chevron, Ford, Mitsubishi ou avec les banquiers privés, ni avec des attaques contre les salaires.

Pour toutes ces raisons, au Venezuela, il y a de plus en plus de protestations syndicales et de revendications sociales contre le manque de logement, d'électricité ou pour la terre. Les programmes gouvernementaux (missions) tels que ceux consacrés à la santé (Barrio Adentro), qui ont été une conquête du peuple, n'ont jamais été plus qu'une assistance de première nécessité et, en plus, ils se sont détériorés en raison du manque de fonds et de la corruption. En

même temps, il n'y a jamais eu de budget suffisant pour les hôpitaux et le système de santé. C'est pourquoi les protestations des infirmières et des travailleurs de la santé se succèdent.

Encore une fois, comme au Nicaragua dans les années 1980 lorsque les sandinistes étaient au pouvoir, les projets « nationaux et populaires » échouent à nouveau à cause des entreprises mixtes et des pactes et des accords avec la bourgeoisie. Au Nicaragua, ces projets avaient été soutenus par Fidel Castro et la direction du parti communiste de Cuba, comme maintenant ils soutiennent Chávez. Ces projets parlent beaucoup de socialisme, mais ils se finissent par des accords avec les multinationales, les patrons, les militaires et les bureaucraties syndicales.

La candidature de Capriles n'est pas non plus une issue politique pour les travailleurs

Les politiques anti-ouvrières ainsi que les continuelles affaires de corruption ont provoqué l'éloignement et la déception parmi les travailleurs et les secteurs du peuple vis-à-vis du gouvernement de Chávez. C'est pourquoi il y a aujourd'hui des secteurs populaires et des ouvriers qui, fatigués par le chavisme, pourraient faire fausse route en votant pour Capriles.

Ni Capriles, de la MUD, ni la vieille bourgeoisie proaméricaine du Venezuela ne représentent une issue politique. Ils cherchent à retourner au pouvoir pour en profiter en tant qu'agents directs de l'impérialisme. Capriles et les vieux politiciens patronaux cherchent à capitaliser le mécontentement populaire et la perte de soutien à Chávez de la part de millions de Vénézuéliens pour canaliser un « vote sanction » en leur faveur. Ce fut le cas lors des élections législatives de 2010, lorsque des secteurs populaires ont donné des milliers de votes, de façon erronée, à la MUD, qui a remporté un vote majoritaire face au PSUV de Chávez.

Nous refusons catégoriquement le vote pour Capriles et pour la MUD, car cela signifie voter pour une autre variante politique capitaliste proaméricaine qui continuera à exploiter les travailleurs, comme ils l'ont déjà fait dans les départements qu'ils gouvernent depuis de longues années (Miranda, Zulia, Carabobo, etc.). Leur programme consiste à livrer le pétrole vénézuélien aux rapaces internationaux et aux défenseurs

des grands patrons nationaux et étrangers. Nous nous souvenons des gouvernements antérieurs de Carlos Andrés Pérez, de Lusinchi ou de Caldera. Rien de nouveau pour les travailleurs et le peuple !

La classe ouvrière, la jeunesse et les secteurs populaires du Venezuela ont besoin d'une alternative politique véritablement de gauche et socialiste pour éviter la frustration du processus révolutionnaire ouvert par le soulèvement populaire du Caracazo de 1989, qui exprimait leurs aspirations à un changement fondamental. Des millions de travailleurs ont cru que la politique de Chávez serait la réponse à leurs légitimes aspirations de changement, véritablement anti-impérialiste et socialiste. Mais il y a le danger d'une nouvelle frustration. C'est pourquoi le moment est arrivé que les travailleurs et le peuple vénézuélien continuent leur lutte pour modifier et renforcer une nouvelle alternative politique socialiste par et pour les travailleurs. C'est le drapeau que lève la candidature ouvrière d'Orlando Chirino.

Nous appelons à voter pour Orlando Chirino

Orlando Chirino est un dirigeant ouvrier vénézuélien avec une longue expérience et qui a été protagoniste du processus de luttes et de transformations qu'a vécu le Venezuela depuis 1989. Il a été en première ligne dans la lutte contre le coup d'État et le sabotage pétrolier pro-impérialiste des années 2002-2003, et son action a été reconnue par les travailleurs et par le gouvernement lui-même.

Chirino, avec le courant syndical CCU-RA (Courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome), a assumé depuis 2006 la défense de l'indépendance syndicale dans l'Union nationale des travailleurs, qui a été ensuite divisée par le gouvernement. Par la suite, il a refusé de soutenir la Réforme constitutionnelle à cause de son contenu antidémocratique et capitaliste et, en représailles, il a été licencié illégalement de son lieu de travail à PDVSA (entreprise pétrolière de l'État vénézuélien). Il s'est prononcé contre le plan d'austérité économique élaboré et exécuté par le gouvernement national pour faire face aux effets de la crise économique mondiale et il a repris le mot d'ordre des travailleurs et de la jeunesse grecs, des mineurs espagnols, des indignés et de millions de travailleurs du monde en-

tier : « Que les capitalistes paient la crise, pas les travailleurs ! ». Chirino a toujours été aux côtés des luttes des travailleurs et des secteurs populaires pour leurs revendications et contre la politique anti-ouvrière du gouvernement de Chávez.

Chirino, avec le PSL, a soutenu avec courage les révolutions des peuples arabes et il a dénoncé les massacres perpétrés par le dictateur syrien al-Assad, tandis que le gouvernement vénézuélien le soutient.

La candidature de Chirino, soutenu par le Parti socialisme et liberté (PSL), est, pour les élections présidentielles vénézuéliennes, la seule alternative de gauche, qui ait des liens avec les luttes sociales, qui soit engagée en faveur des droits des travailleurs et des secteurs populaires, et qui représente la continuité des luttes menées par le peuple vénézuélien pour la construction d'une société véritablement socialiste. Il s'agit de la seule candidature qui, dans l'actuelle configuration électorale, pose la récupération de la souveraineté sur le pétrole et le gaz et qui exige la suppression des contrats avec des entreprises mixtes, afin que le pétrole soit 100 % vénézuélien et que ses bénéfices soient utilisés pour garantir les salaires, le

travail, la santé, l'éducation et les logements au peuple vénézuélien. De plus, c'est l'unique candidature qui défende la pleine indépendance politique face aux gouvernements des puissances économiques, un salaire minimum égal au panier de base, l'arrêt du paiement de la dette externe, l'annulation des accords de libre-échange et des traités contre la double tributazione souscrits par le Venezuela, la nationalisation des banques et des multinationales sous le contrôle des travailleurs, une réforme agraire qui garantisse la terre aux paysans, la reconnaissance des territoires indigènes et la récupération des organisations syndicales pour qu'elles deviennent des instruments de lutte de la classe ouvrière et qu'elles soient indépendantes des gouvernements et des patrons et débarrassées de bureaucratie syndicale quelle qu'elle soit.

C'est l'unique candidature qui manifeste sa solidarité avec les peuples en lutte, qui dénonce la politique de Chávez qui livre des combattants au gouvernement colombien, qui se solidarise avec la lutte du peuple syrien contre la dictature et qui soutienne le processus de la révolution arabe. C'est l'unique candidature qui manifeste que le moment est arrivé pour les travailleurs de gouverner.

Le vote pour Orlando Chirino et le soutien à sa campagne, avec le Parti socialisme et liberté, contribuera à renforcer la construction d'une alternative politique socialiste révolutionnaire, sans patrons ni bureaucrates syndicaux, qui redoublera d'efforts pour soutenir les luttes et les revendications ouvrières, celles des étudiants et du peuple contre les plans d'austérité capitalistes. C'est la seule candidature qui veuille rassembler tous les travailleurs, jeunes, paysans, secteurs populaires et militants de gauche qui, fatigués par les fausses promesses, veulent avoir une organisation politique réellement de lutte, démocratique et socialiste.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons la candidature présidentielle d'Orlando Chirino et nous appelons le peuple vénézuélien à voter pour ce candidat le 7 octobre prochain. Et nous appelons aussi les dirigeants syndicaux, étudiants, populaires, intellectuels, anti-impérialistes et de la gauche mondiale à adhérer et à apporter leur soutien à cette candidature indépendante, ouvrière et socialiste.

Liste des signataires au 30 août 2010 :

Syrie : Courant de gauche révolutionnaire - تيار اليسار الثوري في سوريا.

Bolivie : Jaime Solares (secrétaire de culture du comité exécutif de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) ; **Eliseo Mamani** (dirigeant du regroupement des instituteurs ruraux Pachakuti et ex-secrétaire de l'exécutif de la Fédération des instituteurs ruraux de La Paz) ; **Edgar Apaza Quiñones**, **Elsner Atahichi Pérez**, **Nicasio Condori Quispe**, **José Ramiro Alanoca**, **David C. Coraite**, **Jaime Paco Churata**, **Jidith Quispe Ticona**, **Sergio Yapu Condori** (membres du regroupement Pachakuti des instituteurs ruraux) ; **Eulogia Choque** (dirigeante des travailleurs de Copacabana) ; **Alfredo Estrada** et **Tito Lequipe** (groupe Bases) ; **Moises Machicao Gómez** (Pachakuti) ; **Primo Titchoca** (instituteurs urbains Cochabamba) ; **Adan Hidalgo** ; **Honorato Chambi** (dirigeant de quartier Villa Pagador) ; **Sixto Ibañez** (parti socialiste) ; **Renato Choque** (organisation territoriale de base) ; **Mario Bustamante** (FENACOAB - Coopératives agricoles) ; **Frankin Crespo** ; **Benjamin Machicao Gómez** (organisation de quartier) ; **Gonzalo Sanjinez** (Agenda révolutionnaire) ; **Abigail Plaza** ; **Vicente Portugal** (dessinateurs) ; **Gabriel Zurita** (dirigeant paysan de Totora) ; **José Zuñiga** (délégué syndical Syndicat interentreprises Maria Rosa - Calama) ; **Juan Fernando Rojas** (conseiller municipal Copacabana) ; **Carlos Rojas** et **Carlos Barrera** (dirigeants de l'organisation La Protesta et ex-dirigeants FEJUVE El Alto) ; **Julio Quilali** (dirigeant de l'organisation La Protesta, El Alto) ; **Jorge Flores** (président du conseil de quartier, El Alto) ; **Lidia Mamani** (dirigeant étudiant UPEA El Alto) ; **Edwin Mamani** (dirigeant du groupe La Protesta, ex-dirigeant FUL Cochabamba) ; **Gualberto Arenas** (dirigeant paysan) ; **Miguel Lamas** (journaliste international, Cochabamba) ; **Emma Lazcano** (psychologue).

États-Unis : Stephen Durham (candidat à l'élection présidentielle pour le Freedom Socialist Party (FSP) ; **Christina López**, (candidate à la vice-présidence des États-Unis pour le Freedom Socialist Party (FSP).

Russie : Boris Ikhlov (secrétaire du comité exécutif (CE) de l'union politique « Ouvrier » (Rabotchi) et membre du comité syndical du syndicat ouvrier « ZZZ » de Perm) ; **Alexander Sidirov** (CE Rabotchi et président du comité syndical du syndicat ouvrier « ZZZ » de Perm) ; **Victor Malginov** (groupe Interpartis de la région de Perm).

Turquie : Front ouvrier.

Espagne : Miquel Blanch (délégué syndical des enseignants des écoles publiques du Courant d'opinion des commissions ouvrières de Gérone, et militant de Lucha Internacionalista) ; **Luis Carlos Gómez Pintado** (délégué syndical des aéroports et militant de Lucha Internacionalista) ; **Marga Olalla Marfil** (déléguée syndicale des travailleurs municipaux et militante de Lucha Internacionalista) ; **M^a Esther del Alcázar i Fabregat** (déléguée syndicale de l'enseignement public et militante de Lucha Internacionalista) ; **Juan Carbó** (Izquierda Unida) ; **Lucha Internacionalista.**

Allemagne : KRD.

France : Stéphane Julien (ICO - Initiative communiste-ouvrière) ; **Sophie Boizeau** (ICO) ; **GSI - Groupe socialiste internationaliste,**

pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

Mexique : **Esteban Volkov Bronstein** (petit-fils de Léon Trotski) ; **Federico González Martínez** (secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de General Tire de México) ; **Juan Pablo Hernández Lara** (secrétaire du Syndicat national des travailleurs de General Tire de México) ; **Sergio González Hernández** (secrétaire du Syndicat national des travailleurs de General Tire de México) ; **Alberto Espinoza Rocha** (secrétaire du Syndicat national des travailleurs de General Tire de México) ; **Yair Rivera Viornery** (secrétaire du Syndicat national des travailleurs de la compagnie Hulera Tornel) ; **Antonio Palma Salinas** (candidat au poste de secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de la compagnie Hulera Tornel) ; **Isaías Sandoval Córdova** (candidat au poste de secrétaire du Syndicat national des travailleurs de la compagnie Hulera Tornel) ; **Alejandro Ruiz Rivera** (candidat au poste de secrétaire du Syndicat national des travailleurs de la compagnie Hulera Tornel) ; **Jesús Torres Nuño** (président du conseil d'administration des travailleurs démocratiques de Occidente, SC) ; **Jorge Wimber Alvarado** (conseil d'administration des travailleurs démocratiques de Occidente, SC) ; **Rosendo Castillo Amante** (porte-parole du conseil d'administration des travailleurs démocratiques de Occidente, SC) ; **Arnulfo González Nieto** (secrétaire général du Syndicat national des travailleurs d'Uniroyal) ; **Comité Ejecutivo, Partido Obrero Socialista-Movimiento al Socialismo** ; **Cynthia Orozco Flamand** (comité exécutif, Partido Obrero Socialista-Movimiento al Socialismo) ; **Manuel Aguilar Mora** (Liga de Unidad Socialista).

Argentine : **Roberto Gargarella** (avocat constitutionnaliste, docteur en sciences juridiques, université de Chicago, sociologue et écrivain) ; **Juan Carlos Coral** (candidat aux élections présidentielles de 1973, dirigeant du Sitrac-Sitram) ; **Pablo Bonavena** (sociologue, enseignant UBA et UNLP et secrétaire de rédaction de la revue *Cuadernos de Marte*) ; **Inés Izaguirre** (sociologue, fondatrice de CICOSO et vice-présidente de l'Assemblée permanente pour les droits de l'homme - APDH) ; **Luis Batherborde** (sociologue/UBA) ; **Valeria Caruso** (enseignante en philosophie et en lettres - UBA) ; **Cesar Vilena** (historien, enseignante en philosophie et en lettres - UBA) ; **Leandro Oxandaburu** (secrétaire adjoint Gremio judiciales Córdoba -AGEPJ) ; **Matías Eskenazi** (sociologue, enseignant-chercheur (UNQ/UADER)) ; **Mariana Maañón** (sociologue, enseignante - UBA) ; **Rolando Astarita** (professeur - UBA) ; **Daniel Gaido** (historien, enseignant UNC, chercheur principal de CONICET) ; **Axel Frydman** (journaliste - *Herramienta*) ; **Alberto Arias** (poète, membre du collectif Signos del Topo, membre de l'assemblée des intellectuels en soutien FIT) ; **Mauricio Torme** (diplômé en sciences politiques, enseignant et chercheur UBA et boursier CONICET) ; **Federico Lindemboin** (diplômé en communication sociale, enseignant UBA) ; **Héctor « Chino » Heberling** (Nuevo MAS) ; **Roberto Saenz** (Courant international socialisme ou barbarie) ; **Liliana Olivero** (députée de la circonscription de Córdoba Izquierda Socialista-FIT) ; **José Castillo** (professeur UBA, dirigeant AGD et Izquierda Socialista-FIT) ; **Angélica Lagunas** (députée de Neuquén pour Izquierda Socialista dans le FIT) ; **Juan Carlos Giordano** (dirigeant national Izquierda Socialista et directeur El Socialista) ; **Rubén « Pollo » Sobrero** et **Edgardo Reynoso** (délégués des chemins de fer Sarmiento).

Brésil : **Carla Ferreira** (docteur en histoire à l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS)) ; **Mathias Seibel Luce** (professeur du département d'histoire de l'UFRGS) ; **Directoire Collégial** du Syndicat des travailleurs des industries chimiques, plastiques et pharmaceutiques de la région de São José dos Campos ; **Babá** (ex-député fédéral, dirigeant national du PSOL) ; **Silvia Santos, Douglas Diniz Fernandes, Michel Oliveira** et **Nancy de Oliveira Galvao** (dirigeants nationaux du PSOL) ; **Wellington Cabral** (dirigeant du Syndicat des travailleurs de la chimie Sao José dos Campos, Sao Paulo) ; **Pedro Rosa** (dirigeant Sintuff et Fasubra - Fédération des travailleurs des universités) ; **Neide Solimões** et **Cedício Vasconcellos** (dirigeants Syndicat des fonctionnaires fédéraux de l'État du Pará) ; **Julio César Araujo** (directeur SINDIPETRO - Syndicat des travailleurs du pétrole - San José dos Campos).

Chili : **Arturo Vollafrán** (directeur national de la confédération des employés municipaux du Chili - asemuch) ; **Luis Mesina** (secrétaire général de la Confédération bancaire du Chili) ; **Mario Mendoza** (président FEREFUM Rural-Costa (employés municipaux)) ; **Carmen Moncada** (secrétaire de l'organisation de quartier Calderon Miranda et présidente du syndicat numéro 1 des travailleurs Ferias Libres de Paine) ; **Jonathan Rios** (trésorier du Syndicat interentreprise du service industrie et centres d'appel) ; **Matias Martinez** (vice-président de la Fédération universitaire de la UMCE et représentant au CONFECH) ; **Rainier Rios** (candidat à la mairie de Puente Alto pour le MST e Igualdad) ; **Marcelo Molina** (candidat au poste de conseiller municipal à Puente Alto pour le MST e igualdad).

Colombie : **Alvaro Saumeth** (coordinateur du comité syndical localidad 10 de l'Association de district des éducateurs) ; **Francisco Sánchez** (délégué de l'Association de district des éducateurs) ; **Miguel Vivas Ruiz** (secrétaire général de la sous-direction CUT CAUCA).

Panama : **Priscilla Vásquez** (dirigeante nationale des travailleurs de la Sécurité sociale du Panama) ; **Virgilio Arauz** (dirigeant de Pro-puesta Socialista).

Pérou : **Enrique Fernández Chacón** (ex-député national, dirigeant de Unidos en la lucha).

<http://www.gsi-litqi.org/>

Abonnez-vous : <http://www.gsi-litqi.org/linter/outrouver.html>

Sommaire du n° 123

- ✓ **Edito - Les masques sont tombés ! p. 2**
- ✓ **MES, TSCG, « règle d'or » p. 3**
- ✓ **Revue de presse sociale et chiffres. p. 4**
- ✓ **Hollande / Ayrault, un gouvernement au service du Medef. p. 6**
- ✓ **Devoirs de rentrée des bureaucrates (...). p. 7**
- ✓ **C'est la rentrée de la précarité ! p. 8**
- ✓ **Non aux contrats sur mesure pour les jeunes ! p. 9**
- ✓ **Université : Autonomie=privatisation ! p. 10**
- ✓ **Classes et lutte des classes (VI) p. 11**
- ✓ **Le régime syrien dos au mur. p. 12**
- ✓ **Election présidentielle au Venezuela : soutien à la candidature d'Orlando Chirino. p. 13**